



La Direction Générale des Finances Publiques, 2 ans après...

La révision générale des politiques publiques (RGPP) a été lancée en Juillet 2007, peu après l'élection de Nicolas Sarkozy et l'installation du premier gouvernement Fillon. La fusion de la direction générale des impôts et de celle de la comptabilité publique constitue l'un des piliers de la RGPP. En avril 2008, cette fusion a donné naissance à la direction générale des finances publiques (DGFIP).

Malgré le changement de Ministre, la fusion est loin d'être achevée

Mise en place par le Président de la République à grands renforts de communication, cette fusion avait notamment pour objectifs affichés :

- d'unifier le commandement au niveau national,
- d'unifier le commandement au plan local,
- de mettre en place un guichet fiscal unique sur toutes les résidences de la DGFIP,
- de permettre un meilleur service aux collectivités et établissements publics locaux,
- d'unifier les règles de gestion et les carrières des agents.

Deux ans après la création juridique de la DGFIP, seul le premier objectif est atteint. En effet, s'agissant du commandement local et du guichet fiscal unique, de l'offre aux collectivités locales, des carrières et des règles de gestion des agents, rien n'est encore bouclé, contrairement à ce que peuvent laisser entendre les déclarations officielles. Au surplus, la DGFIP perd de nombreux emplois : deux départs à la retraite sur trois ne sont pas remplacés. Entre 2002 et 2010, la DGFIP aura perdu plus de 18 000 emplois.

Au quotidien, le rythme imposé par le calendrier politique (la fusion devant être achevée en 2012), la hausse de la charge globale de travail et les suppressions d'emplois créent une situation intenable.

Un contexte social particulièrement tendu

Le véritable bilan de la DGFIP est le suivant : rarement la tension aura été aussi vive dans les services de l'actuelle DGFIP.

Ainsi, avec 40 % de grévistes le 23 mars dernier à l'appel de l'intersyndicale Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, SNADGI-CGT et SNT-CGT, FO-DGFIP, CFDT-Finances Publiques, CFTC-DGFIP et UNSA-DGFIP, les agents ont clairement montré à l'administration et au nouveau ministre leur niveau de mécontentement et leurs attentes en matière :

- de défense et le renforcement des missions,
- d'amélioration des conditions de vie au travail,
- d'arrêt des suppressions d'emplois,
- de rémunérations et de carrières,
- de défense des pensions.

Lors de la conférence de presse commune tenue ce 7 avril, les organisations syndicales Union SNUI-SUD Trésor Solidaires, SNADGI-CGT et SNT-CGT, FO-DGFIP, CFDT-Finances Publiques, CFTC-DGFIP, et UNSA-DGFIP ont réitéré leur exigence d'être reçues sans délai par le Ministre M. Baroin pour qu'il réponde à la plateforme revendicative unitaire. L'audience aura lieu le 14 avril.

Elles demandent aux personnels de poursuivre et de renforcer la mobilisation dans l'unité par des actions locales (pouvant prendre toute forme, y compris la grève) s'appuyant sur la plateforme revendicative unitaire pour la journée du 13 avril.